



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

21-31 July 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail secretariat@transparency.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparency.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National news

Wort.lu

mercredi 24 juillet 2013

Travail au noir sur les hauts-fourneaux: action "coup de poing" fructueuse

13 ouvriers roumains sans permis de travail, un salarié qui touche 1.100 euros/mois, une entreprise chypriote sans autorisation ministérielle,... Les contrôleurs de la Cellule inter administrative de lutte contre le travail illégal (CIALTI) ont relevé une série d'irrégularités sur le chantier de restauration des hauts-fourneaux à Belval.



Les inspecteurs ont passé au crible les conditions de travail et de rémunération de 52 ouvriers sur le chantier.
Photo: Police grand-ducale

(MF avec c.) - Les travaux de restauration des hauts-fourneaux A et B de Belval sont dans le collimateur des agents contrôleurs de la CIALTI qui viennent de mener une action "coup de poing" d'envergure sur le site.

Ils ont mis le doigt sur toute une série d'irrégularités liée à la TVA, la médecine du travail ou au Code du travail non respecté.

Les conditions de travail (durée du travail, temps de repos, hébergement, salaires, contrats et durée de travail, etc.) de 52 ouvriers présents sur le chantier ont été passées au crible par une équipe formée de 26 douaniers, policiers, agents de l'ADEM, de la Division de la Santé au travail, du Service anti-fraude de l'Administration de l'Enregistrement et des domaines, et des Inspections/Institutions du travail et sociales franco-luxembourgeoises.

Et le déplacement sur les hauts fourneaux s'est avéré fructueux puisque les inspecteurs ont rapidement décelé des irrégularités.

Sur les hauts-fourneaux mais pas affiliés à la Sécurité sociale

A commencer par 13 ressortissants roumains qui "ne disposaient pas de permis unique (séjour & travail) de la Direction de l'immigration, voire de l'Etat-membre du siège social de l'employeur", indique la Police dans son communiqué de mercredi.

Deux intérimaires, salariés d'entreprises de travail temporaire luxembourgeoises, n'étaient pas encore affiliés à la Sécurité sociale et "l'un d'eux ne détenait pas encore de contrat de mission"!

Un salarié détaché travaillant pour une entreprise chypriote a déclaré être "payé 1.100 à 1.200 euros par mois", c'est-à-dire en-dessous du salaire minimum qualifié légal. L'entreprise exécutant la mise en peinture des hauts-fourneaux sous espace confiné, à l'aide de 13 salariés roumains, n'était d'ailleurs "pas inscrite à la TVA luxembourgeoise".

La même entreprise chypriote (sous-traitante d'un groupe belge) opérait comme entreprise de travail temporaire, "sans disposer d'un certificat valide ad hoc du ministère des Classes Moyennes, ni d'un agrément correspondant du ministre du Travail", ont constaté les contrôleurs.

Des heures supplémentaires non-notifiées à l'ITM ont été prestées par les 13 intérimaires détachés sur des postes à hauts risques.

Le médecin-inspecteur du travail, en concertation avec l'ITM, a interdi à un jeune travailleur-stagiaire d'une filiale luxembourgeoise d'un groupe du BTP, de continuer ses travaux sur le chantier: il n'avait pas de certificat d'aptitude valide.

Deux sociétés luxembourgeoises ne respectaient pas leurs obligations fiscales en ne payant pas la TVA et deux autres ne figuraient ni au registre de commerce et des sociétés ni au rôle des assujettis à la TVA.

Les dirigeants sociaux responsables de trois entreprises en infraction "seront convoqués par diverses administrations, dans le cadre de différentes procédures, en partie pénales", précise le communiqué de la Police.

Echanges d'informations fiscales: le Luxembourg épinglé par l'OCDE

Le forum mondial chargé de traquer les paradis fiscaux a jugé inférieures aux exigences internationales les pratiques d'échanges d'informations du Luxembourg avec d'autres pays, a annoncé mercredi l'OCDE.



(AFP) - Ce Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, sous la houlette de l' Organisation de coopération et de développements économiques, a déjà passé au crible 98 Etats ou régions.

Onze autres zones pays ou territoires ont été jugés dans un rapport publié mercredi, et qui concerne leurs pratiques d'échange d'informations.

Pour l'OCDE, le Luxembourg voit sa façon d'échanger des renseignements considérées comme non conformes aux normes internationales.

L'OCDE tempère

«Bien que son cadre juridique et réglementaire assure que les informations bancaires, comptables ou relatives à la propriété sont disponibles, le Luxembourg n'a pas utilisé ses capacités de récolte de l'information et d'application de la loi pour obtenir dans tous les cas les informations demandées», résume l'OCDE.

«Malgré ces faiblesses, le Luxembourg échange de fait des quantités considérables d'informations et ce dans le respect des délais», tempère l'organisation internationale.

International/regional news

theguardian

G20 backs radical tax reform plan

Most ambitious programme of reform for almost a century seeks to cut tax avoidance by world's biggest multinationals

Friday 19 July 2013 09.01 BST



The tax reform plan will be unveiled at a meeting of G20 finance ministers at Manezh Exhibition Centre in Moscow. Photograph: Sergei Karpukhin/Reuters

Finance ministers from 20 of the world's largest economies have endorsed the first internationally co-ordinated attempt to roll back decades of ballooning [tax avoidance](#) by many of the biggest multinational corporations in the world.

Co-ordinated by the OECD, the Paris-based body representing large industrial nations, a new tax reform action plan has won the support of wider [G20](#) members – including the increasingly influential China, India and Brazil.

Through the European Union, countries such as Luxembourg, the Netherlands and Ireland – all of whom have been accused of beggar-thy-neighbour tax policies – are also backing the project, details of which are due to be unveiled at a meeting of G20 finance ministers in Moscow on Friday.

It is the most ambitious programme of reform since the principles for bilateral tax treaties were first laid down by the League of Nations in the 1920s, laying the ground for the modern era of globalised trade.

The initiative follows a string of high-profile tax exposés by politicians, whistleblowers, anti-poverty campaigners and journalists, shining a light on byzantine corporate structures created by household name companies including Vodafone, Google, Amazon, Starbucks, Diageo, Cadbury and Apple.

Campaigning reports by the Guardian stretching back to its [2009 Tax Gap series](#) have been cited by the OECD as contributing to unprecedented public awareness of the problem. "Unfortunately, the rules are now being abused," said the OECD secretary-general, Angel Gurría. "[Our] action plan aims to remedy this, so multinationals pay their fair share of taxes."

As well as responding to mounting public outcry, world leaders have also taken up the issue with renewed vigour hoping to repair some of the leaks in their strained national exchequers.

Among the countries driving the initiative have been Germany and the UK, with the British chancellor, George Osborne, and his finance minister counterpart, Wolfgang Schäuble, issuing a joint statement on the fringes of a G20 meeting in Berlin in November calling for radical reform.

"Britain and Germany want competitive corporate tax systems that attract global companies to our countries, but also want global companies to pay those taxes," they said.

The action plan sets out 15 initiatives for arming tax authorities around the world with the tools to crack down on some of areas international leaders agree are among the most widely exploited by multinational tax avoiders. These targeted initiatives are to produce a range of hard recommendations for changes to the tax treaty rulebook, with deadlines ranging from between 12 months and two-and-a-half years.

Among the highlights are additional disclosures multinationals must make to all tax authorities, helping officials know where to look for the worst avoidance. Proposals to require companies such as Amazon with extensive warehouse networks in a country to pay more local tax; multinationals posting high-value "intangible" assets, such as brands and intellectual property rights, to tax havens will also be targeted; as will special tax break policies introduced by individual nations that are seen as predatory.

Despite the ambition of the G20 project – the scale and pace of which still risks breaking the consensus at a political level – some anti-poverty campaigners claim it does not go far enough.

"The OECD has done little to dispel its reputation as the 'rich men's club' by effectively ruling out the active participation of developing countries in shaping the tax reform agenda," said the Financial Transparency Coalition (FTC), an umbrella group including charities such as Christian Aid, Global Witness, Global Financial Integrity Tax Justice Network and Transparency International.

Some FTC member groups want to explore whether the many hundreds of existing bilateral tax treaties that facilitate global trade should be torn up and replaced with a new model – known as unitary taxation – which they claim would better link the apportionment of taxable profits by multinationals to the territories in which economic activities occur.

Elements of this country-by-country approach have been cherry picked for a narrow aspect of the OECD's reform agenda.

Pascal Saint-Amans, director of the OECD's Centre for Tax Policy and Administration who has been leading the reform project, said the long-standing debate in this contentious area had become "like a religion" for advocates on both sides, but insisted he remained "agnostic".

However, he added there was consensus among G20 members that unitary taxation was not a feasible solution.

Another area for which the action plan has already received criticism is its limited ambitions for targeting tax avoidance by a new generation of multinationals operating in a digital economy with business models never envisaged by those who first drafted tax treaty principles.

The Guardian revealed on Monday that [the US had frustrated attempts by European politicians, particularly the French](#), for more radical action in this area.

The OECD has signaled that more analysis needs to be done on the new and varied ways business is conducted in the digital economy before a timetable for firm recommendations can be set. It is setting up a new OECD taskforce to carry out this research in the next 12 months.

The chair of this group is yet to be decided, but France, Germany, the UK and Australia are all understood to be keen to lead the debate. Winning support from the US, where many of the most successful digital economy firms are based, will be seen as the main challenge.

Reuters

EU justice chief backs Bulgarian anti-graft protesters

By Angel Krasimirov
SOFIA | Tue Jul 23, 2013 12:27pm EDT

(Reuters) - The European Union's justice chief said on Tuesday she sympathized with Bulgarian protesters who have held almost daily rallies against corruption, and urged the government to reform its judicial system.

Thousands of Bulgarians took to the streets of Sofia last month to protest against the new Socialist-led government's decision to name a powerful media magnate as the country's security chief.

The government withdrew the appointment, but the protests broadened out to call for an end to graft, organized crime, economic hardship and the perceived excessive influence on government affairs by wealthy individuals.

"My sympathy is with the Bulgarian citizens who are protesting on the streets against corruption. Bulgaria must continue its reform efforts," European Justice Commissioner Viviane Reding said in a question and answer session with civil society groups.

"The daily public demonstrations tell something very clear: there's a need for continued reform ... They indicate the deep concerns in Bulgarian society about the rule of law," she added.

Bulgaria joined the European Union in 2007 and is widely seen as having one of its worst records on corruption.

Brussels keeps Bulgaria and Romania's judicial systems under special monitoring. Concerns over corruption have also kept both countries outside the passport-free Schengen zone.

Reding called on Bulgaria's fragile coalition government - made up of Socialists and an ethnic Turkish grouping - to join forces with the opposition to meet the protesters' concerns.

"I urge political parties to deepen their efforts for strong reforms of judiciary system and get rid of corruption because a strong democracy needs this," said Reding, who also met President Rosen Plevneliev.

Opinion polls have shown about 60 percent of Bulgarians disapprove of Prime Minister Plamen Oresharski's cabinet - one of the worst ratings for a government since the fall of communism in 1989.

The cabinet was formed after the center-right GERB party won the most votes in elections in May but failed to form a government. Analysts say the current coalition is unlikely to last.

Street protests over high utility prices and corruption toppled the previous center-right government led by Boiko Borisov in February.

(Writing by Radu Marinas; Editing by Andrew Heavens)

ESPIONNAGE TOUS AZIMUTS

Who's the boss?

David Wagner

Le triste spectacle que les gouvernements européens offrent face à l'espionnage nord-américain ne fait que révéler à quel point le Vieux continent est sous tutelle.

Qui espionne le plus ? Suite à l'affaire Prism, les médias britanniques s'en donnent à cœur joie pour dénoncer l'hypocrisie française. La France serait en effet le numéro deux mondial question espionnage industriel. Faux rétorquent d'autres spécialistes, les maîtres en la matière seraient les Nord-Américains et leurs affidés britanniques. Nous ne trancherons pas la question dans ces lignes. D'ailleurs, la réponse est sans importance. Ce qui est plus choquant, c'est la naïveté (feinte ou réelle) de certaines bonnes âmes qui semblent ne pas en revenir que des « démocraties » occidentales puissent recourir à la surveillance de masse. N'était-ce pas l'apanage des régimes soviétiques ? Nous ne sommes pas des anges, pas plus en tout cas que les régimes constamment condamnés : l'espionnage est une arme de domination dont les Occidentaux se servent pour assurer leur mainmise sur les richesses du monde.

Cette affaire devrait également servir de leçon à celles et ceux qui misaient sur le « gentil président » Obama (un peu par racisme inversé), oubliant que ce dernier, malgré son charisme d'animateur de jeux télévisés, avait été élu chef d'Etat de la première puissance mondiale. Et ce statut ne s'obtient, ni ne se conserve en se comportant en Bisounours. Au contraire, le gouvernement Obama a renforcé non seulement l'espionnage vers l'extérieur, mais également la législation relative au Patriot Act.

Mais si cette question de l'espionnage états-unien révèle bien une chose, c'est l'état avancé de vassalisation des Etat européens. Certes, si François Hollande n'a pas besoin de fournir beaucoup d'efforts pour paraître ridicule, sa demande envers les Etats-Unis « de cesser immédiatement » sonnait comme l'injonction d'un professeur en mal d'autorité face à une salle de classe déchaînée. Sans parler de la manière dont le gouvernement français obtempéra avec zèle lorsqu'il interdisait à l'avion présidentiel bolivien, soupçonné par Washington de transporter le « whistleblower » Edward Snowden, de survoler l'espace aérien de l'Hexagone. Double symbole tragique : quand bien même Snowden se serait trouvé à bord, un gouvernement se prétendant de gauche ne se serait pas déshonoré d'accueillir sur son sol le jeune homme. Par contre, l'avion transportait le président Evo Morales, un chef d'Etat dont l'ancrage à gauche est bien plus authentique.

On le voit bien : il n'y a rien à espérer des proconsuls qui nous gouvernent.

Quant au gouvernement allemand, il ne s'en sort pas mieux. Son ministre de la Défense retourna des Etats-Unis la queue entre les jambes. Sans sourciller, et après avoir été briefé par l'« ami » transatlantique, il expliqua aux citoyens allemands ébahis que la sécurité constituait un « super droit fondamental », donnant ainsi son aval à toute forme de surveillance. Le Luxembourg ne s'en sort pas mieux : la réaction de Jean Asselborn fut plus que molle et il ne cita même pas l'ambassadeur auprès de lui.

Le plus amer, c'est toutefois la « menace » que brandissent plusieurs gouvernements européens ainsi que la Commission à Bruxelles : les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique seraient conditionnées à l'arrêt de l'espionnage américain sur le sol du Vieux continent. Car cet accord, dont on parle trop peu, sera un des plus grands actes de libéralisation de l'économie européenne et équivaut à un bradage de ce qui ne l'a pas encore été : un autre symbole de vassalisation absolue. On le voit bien : il n'y a rien à espérer des proconsuls qui nous gouvernent. Par contre, l'espoir vient, comme si souvent, des citoyens : ce samedi matin à partir de 11 heures, le Chaos Computer Club invite à une manifestation de soutien aux « whistleblower » devant l'ambassade US. Il faut bien que quelqu'un fasse preuve de dignité et de responsabilité.

Le jeu "Pregunticas" attire 50.000 téléchargements dès sa première semaine d'existence

Une appli pour jouer avec les affaires de corruption en Espagne

Samedi 27.7.2013. 00:30h

Jouer et gagner des points en affûtant ses connaissances sur la corruption politique est possible en Espagne, où l'application pour téléphones portables "Pregunticas" interpelle sur les affaires judiciaires. Sans tabous, cette nouvelle formule de jeu a attiré 50.000 téléchargements sur Internet lors de sa première semaine de mise en ligne.

La multiplication des malversations dans les milieux politiques et économiques espagnols, résumée ces dernières semaines par l'[affaire Luis Bárcenas](#), du nom de l'ancien trésorier du Partido Popular (PP), est aussi une aubaine. Surfant sur les faits, leur médiatisation et le ras-le-bol populaire, l'application pour smartphones "[Pregunticas](#)", véritable Trivial Pursuit de la corruption, fait fureur depuis le début de l'été. Ce programme de 60.000 questions ludiques, disponible sur les iPhone, iPad et Android, interpelle de la façon suivante : "Combien de proches du Roi d'Espagne ont été mis en examen pour blanchiment d'argent ?".

"On pourrait ajouter de nouvelles questions tous les jours"

Avec ce quiz humoristique et moqueur, mais fondé sur des informations vérifiées, ses concepteurs, les Catalans Xavi Vinaixa et Sergi Solé, revendiquent 50.000 téléchargements à l'occasion de la première semaine de lancement, début juillet. Les questions présentées concernent principalement les grands élus espagnol, avec un attachement particulier à ceux du PP et du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), dans le cadre de ce jeu organisé en 24 thèmes. Selon ses développeurs, en Espagne, la corruption "*fournit de nombreuses occasions de jeu, car, par les temps qui courent, on pourrait malheureusement ajouter de nouvelles questions tous les jours*".

Edward Snowden awarded with German ‘whistleblower prize’

Berlin, July 25: Former NSA contractor Edward Snowden, who exposed the most extensive US global surveillance operations, was today awarded this year’s German “Whistleblower Prize” worth \$3,900 in absentia.

“Mr Snowden has done a great public service by exposing the massive and unsuspecting monitoring and storage of communication data by US and other western intelligence agencies, which cannot be accepted in democratic societies,” Berlin-based whistleblower prize jury said in a statement.

Top secret National Security Agency documents leaked by Snowden since the beginning of June “made it possible and unavoidable” intensive investigations to establish whether the operations of domestic and foreign intelligence services have violated the existing rules applicable to them, the jury said.

Snowden took great personal risks in leaking the documents on the operations of the US and other western intelligence agencies, aware of the current criminal prosecution of whistleblowers in security areas, the jury said in its citation.

The whistleblower prize is awarded once in two years to honour persons, who “expose in public interest grave social injustices and dangerous developments for individuals and the society, democracy, peace and environment“.

As an insider, Snowden “exposed the massive and unsuspecting surveillance and storage of e-mails, IP addresses as well as telephone and other communication data by US and western intelligence agencies. He fulfilled the criteria to receive the whistleblower prize,” the jury said.

Even when it is proved that the espionage operations partly or to a large extent were protected by the law, “Mr Snowden’s whistleblowing certainly helped to expose such a dangerous situation, which cannot be accepted in democratic societies,” they said.

The whistleblower prize was instituted in 1999 by the German section of the International Association of Lawyers Against Nuclear Arms (IALANA) and the Association of German Scientists.

German chapter of the global anti-corruption organisation Transparency International joined the prize for the first time this year. (This article was published on July 25, 2013)